

Retraites : le gouvernement confirme ses orientations !

Communiqué de presse FSU
Les Lilas, le 17 mai 2010

Le gouvernement vient d'adresser aux syndicats et au patronat son « Document d'orientation sur la réforme des retraites ». Derrière un habillage qui se veut rassurant sur le maintien du régime par répartition, il manœuvre pour contenir une mobilisation qui s'amplifie mais confirme en réalité ses orientations dangereuses pour le niveau des pensions. Ainsi, il affirme vouloir « écarter toute solution qui baisserait le niveau de vie des Français ou augmenterait le chômage ». Mais il se situe dans la droite ligne des réformes précédentes qui ont déjà eu cette conséquence. Il préconise en effet de travailler plus longtemps, avec 2 leviers possibles le recul de l'âge légal de la retraite, ou /et l'augmentation de la durée de cotisation.

Pour faire passer de nouvelles régressions, le gouvernement réutilise le catastrophisme démographique alors que le COR a mis en évidence la responsabilité de la crise dans l'aggravation des déficits (2,2 milliards en 2006, 10 milliards en 2008, plus de 32 milliards pour 2010).

Il s'agit donc de prendre prétexte de déficits en grande partie conjoncturels et dont les salariés ne sont pas responsables pour avancer vers des régressions durables.

Le gouvernement refuse de prendre en compte les demandes fortes du mouvement syndical de trouver de nouveaux financements. Seule concession annoncée : une contribution financière spécifique sur les hauts

revenus et les revenus du capital. Elle montre que notre argumentation sur les financements n'a pu être complètement balayée dans un contexte d'injustices sociales et fiscales majeures, mais cette mesure, qui pourrait n'être que symbolique, doit ouvrir la voie à une vraie taxation des revenus financiers. Le gouvernement se soumet en réalité au veto du Medef en occultant le fait que l'accroissement de la productivité est générateur de richesse ; il s'interdit ainsi de la traduire par une augmentation des cotisations. Ce faisant il ferme toutes les portes qui ne seraient pas celles du travailler plus longtemps. En allongeant la durée d'activité exigée, il maintient dans l'emploi les salariés les plus âgés en laissant les jeunes à la porte du marché du travail.

Toutes les orientations, bien que prudemment rédigées, présagent des dégradations pour les fonctionnaires comme pour les salariés du privé.

Pour la FSU, ces orientations régressives mettent en danger le système par répartition ; le gouvernement croit d'ailleurs si peu à son argumentation qu'il tient à se préoccuper de l'épargne individuelle ! Elles programment l'aggravation de la baisse des pensions.

La FSU appelle les personnels de la fonction publique, les salariés et les retraités à se mobiliser massivement dans les semaines à venir et en particulier lors de la journée de grève et de manifestations du 27 mai prochain.